

COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE



**ACEH : LA LUTTE POUR L'INDÉPENDANCE,
EST-ELLE REALISTE ?**

Mémoire de Géopolitique
du capitaine de corvette TUNG Kong Seng (Singapour)

dans le cadre du séminaire
« Frontières Ethniques et Frontières Politiques »

Directeur : Monsieur Yves PLASSERAUD

Avril 2004

ACEH : LA LUTTE POUR L'INDEPENDANCE,
EST-ELLE REALISTE ?

SOMMAIRE

INTRODUCTION

PREMIERE PARTIE: LES DÉTERMINANTS GEOPOLITIQUES

La géographie et les ressources naturelles
La population, la langue et la religion
La conclusion des déterminants géopolitiques

DEUXIEME PARTIE : LA LUTTE POUR L'INDÉPENDANCE

De la résistance d'Aceh au contrôle externe
L'origine du mouvement d'indépendance
Le mouvement d'indépendance
Les raisons favorables à l'indépendance

TROISIEME PARTIE : LES OBSTACLES À L'INDÉPENDANCE

Jakarta
L'armée indonésienne
La réaction internationale
Les options pour l'avenir

CONCLUSION

INTRODUCTION

Située à l'extrême nord de Sumatra, Aceh est une province de 4,5 millions d'habitants, qui a mené une bataille de basse intensité pour obtenir la sécession depuis 1976. À première vue, les raisons de cette lutte pour l'indépendance ne sont pas très évidentes. Aceh, est après tout, indiscutablement Musulmane, comme le reste de l'Indonésie. Cependant, la province est caractérisée par des problèmes multiples et complexes.

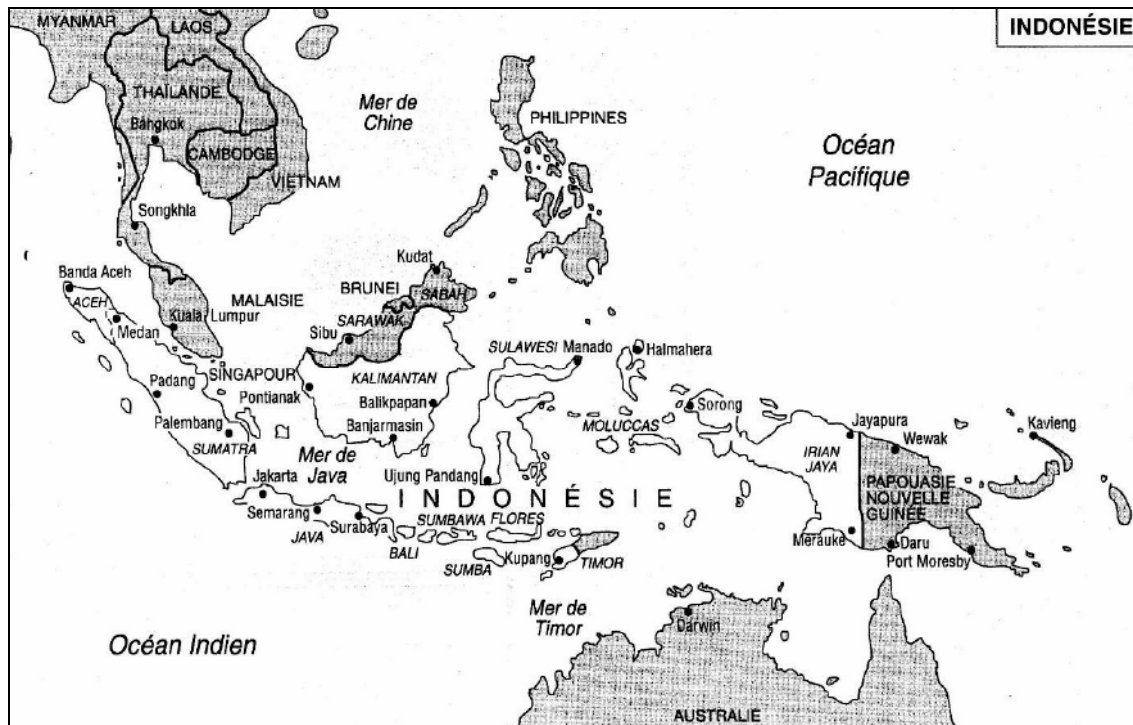
Les griefs de la population visent la répression politique, les abus économiques et la répression religieuse. Après l'indépendance de l'Indonésie, Aceh a reçu le statut de territoire autonome en reconnaissance de son identité historique et de son identité islamique. Mais cette autonomie ne s'est jamais réalisée. Plus tard, « l'Ordre nouveau » régime du président Suharto¹ a resserré son contrôle sur la religion, la société, et l'économie de la région. Cela a entraîné un ressentiment supplémentaire à l'encontre du gouvernement central de Jakarta. De plus, l'exploitation économique abusive du pétrole et du gaz naturel dans la province, et certaines politiques du gouvernement n'ont fait qu'amplifier le mécontentement. Par exemple, la politique de migration n'a pas été envisagée comme une stratégie économique, mais comme une tentative à « diluer les cultures locales dans la culture javanaise prédominante ». Avec le temps, un mouvement d'indépendance s'est créé mais il a été écrasé par l'armée indonésienne. Plus tard, les violences et les exactions militaires pendant les années de la loi martiale ont contribué à radicaliser le mouvement. Finalement, la chute du régime totalitaire du président Suharto et l'indépendance du Timor oriental ont agité de plus en plus les passions sécessionnistes. Le conflit armé continu, les abus économiques et le taux de chômage élevé constituent les fondements de l'ethnonationalisme. Bien que Jakarta ait introduit des réformes, celles-ci apparaissent comme insuffisantes, si pas trop tardives.

Le but de cet essai est de chercher à répondre à la question-clé: « La lutte d'Aceh pour l'indépendance est-elle réaliste? »

¹ Le président Suharto fut le 2^{ème} président de la République d'Indonésie (1965 - 1998).

Cet essai est divisé en trois parties. La première partie étudiera les déterminants géopolitiques et des conclusions en seront déduites. La deuxième détaillera la lutte d'Aceh pour l'indépendance. Elle examinera les origines du mouvement d'indépendance, le mouvement lui-même et bien sûr, des raisons d'être. La dernière partie mettra en valeur les obstacles au mouvement d'indépendance. Elle mettra en lumière les réactions et les réponses de l'Indonésie et de la communauté internationale. Finalement, ce travail sera clôturé par des recommandations éventuelles pour l'avenir.

PREMIERE PARTIE : LES DÉTERMINANTS GEOPOLITQUES



Source: Les minorités dans le monde : Faits et analyses, 1998

1.1 LA GÉOGRAPHIE ET LES RESSOURCES NATURELLES

Avec plus de 17.000 îles, l'Indonésie est le plus grand archipel au monde. Il s'étire sur 3.500 milles nautiques, de l'Asie du Sud-Est à l'Australie. Les cinq plus grandes îles, en ordre décroissant, sont Kalimantan (539.460km², équivalent aux trois-quarts de l'île de Bornéo), Sumatra (473.606km²), la Papouasie occidentale, autrefois connue comme Irian Jaya (421.985km², correspondant à la moitié ouest de l'île de Papouasie-Nouvelle-Guinée), Sulawesi ou Célèbes (189.216km²) et Java (132.186km² y compris Madura). Ces cinq îles représentent plus que 91% de la surface totale du pays. Le reste est partagé entre l'archipel des Moluques (74.505km²), les îles de la Sonde (Nusa, Tenggara: 88.488km²) et d'autres îles plus petites, aussi que des îlots. Quelques 600 îles sont encore inhabitées.

Aceh est situé à l'extrémité du nord-ouest de l'archipel et à l'extrême nord de Sumatra (la deuxième plus grande île d'Indonésie). La province couvre une région de plus de 55.000 km², c'est-à-dire légèrement plus de 12% de l'île de Sumatra. Elle est entourée

au nord et à l'est par le Déroit de Malacca, à l'ouest par l'Océan indien, et par la Province de Sumatra du nord au sud. La province d'Aceh comprend environ 119 îles, avec 3 îles principales sur le rivage nord, et beaucoup de petites îles, le long des côtes.

Dans la partie centrale du territoire, les chaînes de montagnes Bukit Barisan, s'élèvent sur la partie du nord d'Aceh et sur la longueur totale de Sumatra. Les trois plus hauts sommets sont Leuser (3.466m), Ucop Molu (3.187m) et Abong-abong (3.015m). Cette région présente aussi plusieurs lacs, tels que Laut Tawar au centre, Aneuk Laot à Pulau Weh et Laut Bangko au sud. De plus, la province compte 73 rivières, telles que la rivière Krueng Aceh qui court vers le Déroit de Malacca et la rivière Krueng Teunom, qui court vers l'Océan indien. Le climat est plutôt humide,



Source : Aceh Tourism (<http://www.acehtourism.com>)

environ 82% d'humidité et il est caractérisé par d'abondantes chutes de pluie pendant toute l'année, surtout pendant la saison des moussons. Les chutes de pluie s'élèvent en moyenne de 2.000 à 3.000mm par an dans les plaines littorales de l'ouest et du sud, et de 1.000 à 2.000mm par an dans les plaines littorales du nord et de l'est.

Jouissant d'environnements naturels favorables, Aceh est doté d'une terre très fertile. Plus de 80% de la population employés dans l'agriculture. De là, 4,2% du sol est destiné à l'agriculture, 2,2% aux plantations et 3,3% aux prairies. Les produits agricoles importants sont le riz (le principal produit), les cacahuètes, le manioc, les patates douces, le cacao, la muscade, le poivre et les noix de bétel. Les principaux articles pour l'exportation agricole sont constitués par le caoutchouc, le café, le copra et le bois. Les forêts couvrent plus de 74% d'Aceh. La province dispose d'une réserve naturelle énorme de bois. En plus de la terre, le long littoral favorise l'industrie de la pêche qui représente un secteur important. Les autres ressources naturelles incluent le pétrole, le gaz, le ciment, le gypse, le charbon, le fer, le plomb, le zinc, l'or et le cuivre.

1.1.1 L'impact économique

Aceh constitue un atout économique important pour l'Indonésie. Cette province a contribué pour à peu près 3,6% au PIB total indonésien en 1990. C'est principalement le pétrole et le gaz naturel liquéfié, qui ont contribué pour à peu près 13% au PIB de l'Indonésie dans le domaine des exportations. L'extraction des minerais a incité l'apparition à Arun/Lhok Semaue, d'un monde d'affaires puissant. Les champs de pétrole et de gaz sont exploités conjointement par Pertamina (une compagnie gouvernementale), Exxon-Mobil et Jilco (une compagnie japonaise). A côté du pétrole et du gaz naturel, Aceh contribue aussi à l'économie indonésienne dans d'autres secteurs, tels que l'agriculture et l'industrie. Toutefois ces secteurs ne sont pas très significatifs. Une autre source de la contribution d'Aceh à l'économie indonésienne se retrouve dans le commerce des matières premières avec les autres provinces (comme indiqué dans la section antérieure).

A l'heure actuelle, la guerre dans la province d'Aceh entraîne de graves conséquences économiques. La contribution au PIB indonésien est tombée à 2,2% en 2001, selon les dernières données provinciales disponibles. Les incertitudes politiques ont déjà affecté des contrats et des opérations à long terme avec Exxon-Mobil en ce qui concerne l'exploitation du gaz naturel. La contribution au PIB de l'Indonésie dans le domaine minier est tombée à 5% en 2001, ce qui est en partie dû à l'épuisement substantiel des réserves de gaz après des années d'exploration intensives. Etant donné le statut de fournisseur de matières premières aux autres régions, une guerre se prolongeant touchera l'économie indonésienne encore plus profondément.

La guerre en cours affecte potentiellement les bénéfices en devises étrangères alors que l'Indonésie a besoin sérieusement de ces ressources pour réduire sa dette énorme et sortir de la crise économique. Asiaweek (un magazine) a cité une fois un spécialiste en sciences politiques, qui a tout à fait bien résumé la situation, « Aceh peut vivre sans l'Indonésie, mais l'Indonésie ne peut pas vivre sans Aceh ».

1.2 LA POPULATION, LA LANGUE ET LA RELIGION

1.2.1 La population

En tant que quatrième pays le plus peuplé dans le monde, avec une population de plus de 220 millions d'habitants², l'Indonésie comprend plus de trois cents groupes ethniques et langues différents. Les onze plus grands groupes ethniques sont les Javanais (45%), les Soundanais (14%), les Malais (7%), les Madurais, les Bataks, les Minangkabaus, les Betawis, les Bugineses, les Banteneses, les Banjareses et les Balinais. De plus, beaucoup d'autres minorités sont recensées comme l'Acehnais, les Makassars, les Torajas, les Dayaks, les Mélanésiens autochtones, les Dusuns, les Alfuris, les Papous, les Chinois, les Indiens et les Arabes, pour n'en citer que quelques-uns.

Avec une population d'environ 4,5 millions d'habitants, les Acehnais constituent une minorité ethnique en Indonésie et représentent environ seulement 2% de la population indonésienne. En revanche, ceux-ci sont associés au plus grand groupe ethnique dans la province d'Aceh, ce qui représente 50% de la population locale³. La capitale de la province est Banda Aceh, antérieurement connue comme Kutaradja, et comptant une population d'environ 150.000. Le recensement du 1990 a montré que la plupart des Acehnais (plus que 85%) sont concentrés dans les régions rurales, et seulement 15% résident dans les zones urbaines. En outre, ils sont concentrés dans les districts du nord. Les Acehnais descendent de plusieurs tribues ethniques. Quelques-uns de leurs traits physiques ressemblent à ceux des Chinois, des Européens ou des Indiens. Leurs ancêtres viennent de la vieille Malaisie, du Siam, de Cochinchine et du Cambodge. La plupart des gens natifs d'Aceh seraient musulmans. Récemment, l'arrivée de Malais avec leur culture propre a entraîné les déplacements de gens natifs vers l'intérieur de la province. Ces habitants sont aujourd'hui connus comme les gens de Gayo, au centre, et comme les gens d'Alas, dans la partie du sud-est de la province. Avec les immigrés chinois et indonésiens, ils constituent les 50% restant de la population locale.

² 224.784.210 (l'estimation du juillet 2000).

³ Le recensement indonésien de l'an 2000.

1.2.2 La langue

Les Javanais, qui représentent le plus grand groupe ethnique de l'Indonésie et qui ont gouverné le pays depuis l'indépendance, n'ont pas essayé d'imposer leur langue à leurs compatriotes. Ils ont accepté une version du malais, le Bahasa indonésien (parlés seulement comme langue native par les minorités malaises et minangkabau) comme la lingua franca nationale et la langue officielle du gouvernement et de l'administration. Le Bahasa indonésien semble être accepté pratiquement et symboliquement par tous les groupes ethniques indonésiens. Alors que le Bahasa indonésien est actuellement parlé par presque partout, 250 autres langues distinctes sont également usitées.

Dans le quotidien, les habitants d'Aceh parlent l'acehnese et le Bahasa indonésien, bien que la dernière soit parlé principalement dans les villes. En plus des langues acehnese et Bahasa indonésienne, plusieurs dialectes différents sont usités dans plusieurs parties de la région. À l'ouest et au sud, les gens utilisent le dialecte Aneuk Jamee, alors qu'à Kuala Simpang, ils parlent le dialecte Deli malais. Au centre de la province, les gens s'expriment en Gayone, alors qu'au sud-est, les gens utilisent le dialecte Alas. Le dialecte Tamiang est parlé par des habitants éparpillés le long de la frontière d'Aceh et du côté est de Sumatra du Nord. D'autres dialectes locaux peuvent aussi se rencontrer dans d'autres régions d'Aceh.

1.2.3 La religion

La majorité de la population indonésienne est musulmane (soient 88%). Bien que l'Indonésie compte la plus grande population musulmane du monde, ce n'est pas un état islamique. Les autres cinq religions officielles regroupent les Protestants (6%), les Catholiques (3%), les Hindouistes (2%) et les Bouddhistes (1%).

En majorité, les Acehnais sont musulmans. La province est bien connue comme « Serambi Mekkah » ou « la porte de la Mecque ». Il semblerait que l'Islam soit arrivé de la Mecque en l'Indonésie via Aceh. Celle-ci à cette époque était un sultanat indépendant. Aceh dominait le commerce et la politique dans les régions nord de Sumatra et dans la province entière, grâce au grand nombre de marchands asiatiques et arabes, qui faisaient escale dans son port. En conséquence, les musulmans qui veulent réaliser leur pèlerinage

à la Mecque doivent d'abord faire un arrêt à Aceh. En d'autres termes, elle est devenue le point de passage obligé pour les gens qui veulent partir à et arriver de la Mecque. Depuis l'introduction de l'Islam, les Acehnais sont devenus des musulmans loyaux et s'emploient à appliquer le droit islamique dans leur vie quotidienne. La province se distingue des autres parties de l'Indonésie par son Islam orthodoxe. Les usages islamiques à Java sont communément mélangés avec des pratiques du Bouddhisme, de l'Hindouisme et du Christianisme. En revanche, l'Islam d'Aceh reste « pur » et les habitants sont considérés comme étant « fondamentalistes musulmans ». Feu M. Jafar Siddiq Hamzah, un avocat Acehnais, spécialisé dans les droits de l'homme, déclare : « Le reste de l'Indonésie est très conservatrice. Les Acehnais sont profondément islamiques, mais nous ne sommes pas fondamentalistes. Par exemple, en opposition avec les pays islamiques fondamentalistes comme l'Iran et le Soudan, qui ne donnent pas de rôle aux femmes, celles-ci occupent des places privilégiées à Aceh. »

Les croyants d'autres religions, tels que les Protestants, les Catholiques, les Bouddhistes et les Hindous sont principalement des descendants d'immigrés d'autres régions et d'autres pays. Ces croyants représentent moins que 4% de la population locale.

1.3 LA CONCLUSION DES DÉTERMINANTS GÉOPOLITIQUES

Etant donné son vaste territoire, sa composition multi-ethnique et multi-culturelle, il n'est pas surprenant que l'Indonésie soit un des pays les plus difficiles à gouverner. Depuis son indépendance, l'union du pays constitue un défi politique pour le gouvernement central à Jakarta. Ce défi était bien reflété dans sa devise nationale : « Bhinneka Tunggal » ou « l'unité dans la diversité ». Concentrés dans les régions-centres très peuplées, les Javanais occupent ainsi le centre géographique et politique de l'Indonésie. Les minorités d'autres ethnies ont du lutter pour résister à l'hégémonie javanaise enfin de maintenir leur autonomie. Les îles externes, plus riches dans les domaines des ressources naturelles, plus productives économiquement, et caractérisées par une diversité linguistique et culturelle significative, ont en tendance à s'orienter vers les valeurs islamiques plus que les centres Javanais. En revanche, ceux-ci dominent les systèmes administratifs et les forces armées. L'intégrité et l'unité nationale indonésienne ont été ébranlées par plusieurs révoltes régionales, et ce, depuis le début de l'existence de

la République d'Indonésie en tant qu'état unitaire. Ces rébellions fomentées par les insulaires de l'extérieur étaient dirigées contre la domination politique et l'exploitation économique orchestrées par les Javanais. La politique de Sukarno⁴ consistait à encourager la « transmigration » pour soulager l'île surpeuplée de Java. Le gouvernement parrainait les Javanais pour s'établir dans les îles externes peu peuplées. Les habitants de ces îles ont très mal perçu cette forme de colonialisme et se sont mis à résister à cette forme d'invasion. Les zones urbaines de l'Indonésie grandissent très rapidement et sont ainsi devenues des arènes où les immigrants de tous horizons rivalisent pour des ressources très rares. Ces conflits se produisent fréquemment et intensément entre les différentes minorités, ou entre l'une d'elles et les Javanais. Actuellement, les quatre points chauds majeurs en Indonésie sont situés dans l'archipel des Moluques, en Kalimantan occidental, en Papouasie occidentale et à Aceh. Depuis le début de l'année 1999, les Moluques ont été le théâtre d'émeutes sectaires violentes. Le Kalimantan occidental a connu des bains de sang horribles, les Dayaks indigènes ayant attaqué la population Madurese immigrée. La Papouasie occidentale et Aceh sont deux provinces qui luttent pour leur indépendance. La dernière constitue la région d'Indonésie où les conflits internes sont les plus graves.

⁴ Le président Sukarno fut le premier président de la République d'Indonésie (1949 - 1965).

DEUXIEME PARTIE : LA LUTTE POUR L'INDÉPENDANCE

Aucune autre province ne dispose d'autant de prédispositions à l'indépendance qu'Aceh : son homogénéité ethnique, le passé d'une monarchie prospère et autant de sang versé pour la cause. Le caractère islamique loyal de la province constitue depuis longtemps une force motrice dans la campagne en faveur d'un état indépendant. Il s'agit donc d'une tradition de militantisme qui a gardé pendant des années les forces colonisantes hollandaises à distance.

2.1 DE LA RESISTANCE D'ACEH AU CONTROLE EXTERNE

Bien qu'Aceh soit aujourd'hui une province de l'Indonésie et qu'elle soit confrontée actuellement avec le pire conflit du pays, cette entité a connu un passé glorieux. Pendant 500 ans et ce jusqu'au 19ème siècle, Aceh était un sultanat indépendant. En 1292, Marco Polo pendant son voyage épique en Chine, a visité Sumatra sur son chemin vers la Perse. Il nous rapporte que, dans la partie du nord de l'île, il y avait jusque six ports de commerces à usage intensif, comme par exemple Perlak, Samudera et Lambris. En 1511, les Portugais ont pris le port stratégique important de Malacca, ce qui obligea un grand nombre de négociants asiatiques et arabes à faire escale dans le port en voie de développement d'Aceh, apportant avec eux richesse et prospérité dans les parties nord de Sumatra. La prédominance de la province dans le commerce et la politique débuta sous le règne de Sultan Iskandar Muda de 1607 à 1636. Mais le déclin commença avec la mort de Sultan Iskandar Thani en 1641. En conséquence, les Anglais et les Hollandais débutèrent leur rivalité pour acquérir la domination dans la région. Finalement, le Traité de Londres (aussi connu sous le nom de Traité anglo-hollandais) en 1824, donnait aux Hollandais le contrôle de toutes les possessions britanniques à Sumatra (y compris Aceh) et en retour, ils abandonnaient leurs entreprises en Inde et toutes leurs revendications sur Singapour. En revanche, Aceh restait un état indépendant.

Les premières faits de la résistance Acehnaise envers un contrôle externe sont illustrés par leur combat contre les Hollandais. Quand ceux-ci ont décidé d'envahir la province, ils se sont heurtés à une vive résistance, plus difficile qu'ils ne l'avaient

imaginée. Ce fut une longue et âpre lutte pour les Hollandais, qui finissent par soumettre les Acehnais rebelles et courageux. La guerre a duré quarante années, de 1873 à 1913 ; c'est la plus longue guerre jamais menée par les Hollandais. Elle a coûté approximativement 10.000 vies.

Le deuxième exemple de leur résistance face à l'envahisseur se situe pendant la période de la Seconde Guerre mondiale. L'espoir d'Aceh d'obtenir son indépendance a refait surface avec l'arrivée des japonais en Asie du Sud-Est. Les Acehnais étaient de connivence avec les Japonais pour lutter contre les Hollandais, avec l'espoir d'obtenir leur indépendance. Cependant, après que les Japonais eurent maîtrisé la région, la province fut placée sous la tutelle administrative de Jakarta. Les Acehnais se sont mis à lutter contre les Japonais puisque ceux-ci n'avaient pas tenu leur promesse en leur accordant leur indépendance.

2.2 L'ORIGINE DU MOUVEMENT D'INDÉPENDANCE

Très tôt après la fin de la Seconde Guerre mondiale, les Hollandais sont revenus en Indonésie. Entre temps, l'Indonésie avait proclamé son indépendance en août 1945, seulement quelques jours après que les Japonais s'étaient rendus. Les deux antagonistes mirent une fin à cette guerre à laquelle les Acehnais avaient participé intensément jusqu'à 1949. En 1949, l'Indonésie et les Pays-Bas signèrent un accord de paix par lequel la souveraineté du territoire des Indes orientales hollandaises seront transférées à l'Indonésie indépendante, dont Aceh faisait partie tout en étant incorporée dans la province du Nord-Sumatra. Toutefois, les ressentiments ne tardèrent pas à faire surface vu le refus indonésien d'accorder à la province un statut d'indépendance. De plus, les Acehnais estimaient qu'ils avaient joué un grand rôle dans la création de la nation indonésienne. Il en résulta une protestation gigantesque de la part des citoyens Acehnais contre la politique centrale de Jakarta.

En 1953, Aceh lança un mouvement de rébellion contre le gouvernement central au travers du mouvement officiel appelé « Darul Islam » ou « la Maison de l'Islam ». Il était mené par un « Ulama » influent (un chef religieux), Tengku Daud Beureueh. Avec d'autres groupes en Indonésie, le Darul Islam se transforme en un mouvement national

qui souhait amener l'Indonésie vers un état islamique. Néanmoins, ce mouvement n'a jamais préconisé l'indépendance d'Aceh, ni soutenu sa démarche politique. Le Darul Islam a finalement été étouffé en 1962, sans avoir atteint son but. A la suite de négociations entre le gouvernement central et les forces rebelles acehnaises, la province s'est vue accorder le statut régional de « Daerah Istimewa ». Cela signifiait une large autonomie dans la direction de ses propres affaires, surtout dans le domaine de la religion, de l'Adat (loi coutumière) et de l'éducation. Le gouvernement central de Jakarta escomptait à ce moment que le compromis éliminerait les sources de mécontentement dans la société Acehnaise.

Avec la fin de la rébellion de Darul Islam, la province d'Aceh devint relativement paisible. Toutefois, l'insatisfaction grandit avec le nouvel ordre politique de Suharto qui a commencé à renforcer son contrôle sur la religion, la société, et l'économie dans la région, à partir de 1969. Les Acehnais se sont opposés au régime de Suharto et se sont mis à revendiquer l'unité et le nationalisme.

2.3 LE MOUVEMENT D'INDÉPENDANCE

2.3.1 Gerakan Aceh Merdeka

Le 4 décembre 1976, Tengku Muhammad di Hasan Tiro fonda le mouvement séparatiste, « Gerakan Aceh Merdeka » (GAM) et il proclama l'indépendance d'Aceh. Di Hasan Tiro est un descendant d'une famille célèbre de dignitaires musulmans. Il paraîtrait qu'il était le petit-fils d'un des chefs du temps de guerres célèbres contre les Hollandais. Il s'était impliqué dans le mouvement antérieur, le « Darul Islam ». Le GAM ne croyait pas que les citoyens Acehnais pouvaient prendre leur identité spécifique dans un pays où l'idéologie et le système gouvernementaux leur étaient défavorables. Ce mouvement a déclaré se distancier de ce qu'il a appelé « le régime étranger de Jakarta ». La proclamation d'indépendance constitue un contraste tranchant entre le GAM et le Darul Islam des années 1950. Alors que ce dernier cherchait à transformer la nature de l'état d'Indonésie en une république islamique, auquel Aceh appartiendrait, le GAM recherchait une séparation complète entre Aceh et la République d'Indonésie.

Au milieu de l'année 1977, les unités armées du GAM commencèrent à lancer une série d'attaques et à monter des embuscades contre les troupes du gouvernement. Lorsque les activités du GAM s'étendirent jusqu'à commettre des meurtres d'occidentaux travaillant pour les compagnies pétrolières étrangères, le gouvernement et les forces armées indonésiennes (TNI) prirent des mesures fermes contre le mouvement GAM par le biais d'une opération de contre-révolte appelée, « Operasi Naggala ». Bien que le GAM ait obtenu l'attention et la sympathie dans la province, il allait souffrir d'un manque de soutien actif, de préparation, d'armes et d'assistance étrangère. En conséquence, ce ne fût pas surprenant qu'au début de 1979, la TNI eut réussi à réprimer la rébellion. Di Hasan Tiro fût forcé de quitter Aceh. Beaucoup de chefs du mouvement furent capturés, tués, mis en prison ou exilés. Au début de 1982, le GAM semblait avoir été écrasé.

Après une série de défaites, à la fin des années 1970, les chefs GAM ont commencé à reconsolider leurs positions sous la direction de Di Hasan Tiro, en Suède. Pendant la période de la reconsolidation de 1980 à 1989, le GAM s'est concentré sur deux principales activités. La première activité constituait à attirer l'attention de l'opinion internationale sur la cause défendue par le mouvement. Cela s'est réalisé au travers de documents écrits, de conférences et de séminaires, mais aussi par le contact avec d'autres groupes et organisations, tels que le Fretelin (dans le Timor oriental). La deuxième activité visait à développer la capacité militaire du GAM. En 1986, quelques 400 jeunes Acehnais furent envoyés en Libye pour y recevoir une formation militaire. En 1989, ces combattants sont revenus et ont formé le cœur de ce qui serait appelé plus tard « l'Angkatan Gerakan Aceh Merdeka » (AGAM ou aile militaire de GAM). Dès lors, le GAM se mit à intensifier ses activités de propagande et de recrutement. Le mouvement réussit à affirmer rapidement sa présence dans les quatre « kapupaten » (districts) : Aceh Besar, Aceh-centre, Pidie et Aceh-Nord. Ils s'installèrent aussi dans les villages vu l'absence d'autorité gouvernementale dans les régions rurales.

Après mai 1989, le GAM a entamé sa montée en puissance comme une force militaire. A ce moment, il a commencé à attaquer les personnels de la sûreté indonésienne, les membres des autorités civiles et les dénonciateurs à la solde du gouvernement. Au milieu de 1990, les activités du GAM posaient une menace sérieuse au gouvernement local en place à Aceh et au gouvernement central à Jakarta, et ce pour plusieurs raisons. Premièrement, dans une période relativement courte, le GAM a réussi à

obtenir le soutien des fonctionnaires des villages, des membres des forces armées, des vétérans du mouvement de « Darul Islam » des années 1950, des fonctionnaires, des petits négociants et des instituteurs. Deuxièmement, le gouvernement était inquiet au sujet du soutien potentiel de la part des intellectuels Acehnais. Troisièmement, les forces de la sûreté indonésienne craignaient la menace que faisait peser le mouvement envers les projets industriels, clairement vitaux dans la région. Finalement, le gouvernement redoutait le soutien externe au mouvement et les liens entre le GAM, la péninsule malaise et la communauté acehnaise en Malaisie.

Une fois de plus, le gouvernement du régime de Suharto écrasa le mouvement avec des moyens militaires et il dépêcha l'armée indonésienne pour contrôler efficacement Aceh pendant les huit années suivantes. Cette opération fût connue sous le nom « Operasi Jaring Merah » (Opération Réseau Rouge). Approximativement 5.000 à 6.000 troupes furent déployées à Aceh en juillet 1990, y compris les redoutables soldats du « Kopassus » (Commando des Forces Spéciales). Cela porta le nombre total de soldats déployés dans la province à 12.000. La brutalité, les actes de terreur et la création de milice dans les villages sont devenus les principales caractéristiques des opérations militaires. Le personnel de la sûreté a adopté une stratégie de « thérapie du choc » - c'est-à-dire arrestation arbitraire, torture, viol, enlèvement, séquestration et l'abandon de cadavres aux bords des routes. Le but de cette terreur était d'annihiler le soutien au GAM. Des dizaines de milliers de villageois civils ont été forcés à participer à la chasse aux membres du GAM, tout particulièrement en faisant office d'espions militaires et de dénonciateurs. Cette méthode a engendré de la tension et provoqué une désolidarisation de certains Acehnais. Alors que de telles méthodes encourageaient clairement la haine croissante des Acehnais envers les forces indonésiennes, celles-ci donnaient l'impression d'être capable de neutraliser le tissu militaire du GAM. Au début de 1992, beaucoup de chefs GAM furent tués, arrêtés ou forcés à fuir vers la Malaisie, tout comme des centaines de réfugiés civils. En conséquence du comportement des forces armées indonésiennes et de la police, l'opinion publique a changé massivement sa position en faveur de l'indépendance sans aller jusqu'à soutenir le GAM. Vers la fin de 1992, il semblait que l'armée indonésienne avait réussi à contrôler la situation et à restaurer la sécurité à Aceh.

Lorsque le gouvernement de Suharto est tombé en 1998, la population Acehnaise était très remontée contre l'armée indonésienne. Le public indonésien fut mis au courant des cas innombrables d'abus des droits de l'homme commis par le nouvel ordre du régime de Suharto. Dans semaines qui suivirent le départ de Suharto, ce qui s'était passé pendant l'opération militaire à Aceh, « Daerah Operasi Militer » (DOM) fut dévoilée au public. Les enquêtes effectuées par le Komnas HAM (l'Ordre National des Droits de l'Homme) et par une mission d'information réalisée par la chambre des Représentants (DPR) à la fin de juillet ont confirmé de graves violations des droits de l'homme. Alors que le ressentiment et les critiques des citoyens envers l'armée occupante devenaient de plus en plus forts, le CEMA, le général Wiranto a exprimé ses excuses pour le rôle des forces armées dans les événements survenus entre 1989 et 1998. Il a levé le statut DOM de la province, le 7 août 1998 et il a également promis le retrait des troupes « non-organique » hors de la province. C'était dans ce contexte que le GAM a repris ses activités en novembre 1998. Avec la TNI beaucoup sur la défensive dans les contextes nationaux et locaux, le GAM a lancé ses activités de révolte par le biais de plusieurs attaques visant l'armée et les personnels de la police. Au début de 1999, la police a répondu en lançant une nouvelle opération, « l'Operasi Wibawa » (l'Opération d'Autorité). Cet épisode est caractéristique une nouvelle confrontation armée entre le GAM et les forces de la sûreté indonésienne.

Cette confrontation a perduré jusqu'au moment où une « pause humanitaire » a été acceptée, après l'accord de cessation des hostilités (CoHA), adopté le 9 décembre 2002. Ce règlement était le résultat de la médiation de l'ONG Henry Dunant Center (HDC), fixée en Suisse et qui avait commencé avec le président Abdurrahman Wahid⁵ en l'année 2000. Le CoHA était supposé accorder l'autonomie et des élections locales en 2004, en échange des désarmements des rebelles. Dans les faits, l'accord a échoué en mai 2003, lorsque les deux parties n'ont pas rempli leurs devoirs. Le GAM a refusé de rendre les armes et l'armée indonésienne a refusé de se retirer sur des positions défensives. De plus, le GAM avait considéré le CoHA comme un moyen pour acquérir l'indépendance, alors que Jakarta l'avait vu comme une reconnaissance du statut autonome de la province.

⁵ Le président Abdurrahman Wahid fut le 4^{ème} président de la République d'Indonésie (1999 – 2001).

2.3.2 Le mouvement du référendum

Alors que le GAM continue à se concentrer sur une résistance armée, les demandes pour un référendum sur l'autodétermination sont maintenant devenues un élément important de la résistance des Acehnais contre le gouvernement central. En 1999, une coalition menée par des étudiants et comprenant approximativement une centaine d'ONGs (Organisations Non-Gouvernementales) a émergé. C'est la « Sentral Informasi Référendum » (la SIRA ou Centre d'Information pour le Référendum d'Aceh). Bien que la SIRA soit souvent considérée par l'armée indonésienne comme étant un sous-ensemble du GAM, il s'agit bien d'une organisation fondamentalement différente. Le fondement de la SIRA repose sur un référendum qui déterminera le futur d'Aceh.

Le mouvement du référendum a été sapé par divers facteurs. Premièrement, le président Wahid cherchait à l'époque une façon de résoudre le problème Acehnais. Mais il s'est mis lui-même dans une position difficile, car il ne pouvait pas contrarier l'armée toujours très puissante qui se considérait traditionnellement comme le défenseur de l'unité indonésienne. Peu après sa prise de pouvoir, le président Wahid a fait une proposition qui est apparue comme une concession majeure. Il avait promis qu'Aceh aurait le droit de tenir un référendum dans le futur. Les autres autorités du gouvernement ont réagi rapidement, en ajoutant que même s'il y avait un scrutin, il n'y serait aucunement question d'offrir une forme concrète d'indépendance. Deuxièmement, comme déjà cité auparavant, les massacres perpétrés par l'armée indonésienne et largement rendus public ont contribué à affaiblir le mouvement du référendum. Finalement, le gouvernement indonésien qui avait autorisé le vote au scrutin pour le Timor oriental, craignait qu'un événement semblable puisse avoir lieu dans la province d'Aceh. Les Acehnais y voyaient là un précédent et leurs protestations sont ainsi devenues encore plus puissantes.

Les Acehnais supplient aujourd'hui pour obtenir un référendum avec deux options soit, rester comme partie intégrante de l'Indonésie ou devenir un pays indépendant. Le peuple imagine que le référendum est la seule et unique solution pour résoudre un long et sanglant conflit. Des centaines de milliers d'Acehnais sont venus de province pour se rassembler dans la capitale provinciale, Banda Aceh, le 8 novembre 1999 pour appeler à un référendum. C'est une évidence que le référendum était soutenu par une majorité de la population, cela était contraire à ce que les chefs militaires escomptaient. Pour eux, seule

une minorité de la population se rallierait à l'idée. De plus, la déclaration a également demandé le retrait de toutes les forces de sécurité indonésiennes hors la province, la reconnaissance de leur responsabilité dans les atrocités militaires perpétrées dans la province et enfin, l'intervention et la médiation par l'ONU et par d'autres pays étrangers.

2.4 LES RAISONS FAVORABLES A L'INDÉPENDANCE

Le gouvernement de Jakarta et de nombreux médias internationaux se sont fait une fausse opinion et croient que la rébellion à Aceh est de nature islamique. A cela il y a plusieurs raisons : l'influence du mouvement Darul Islam qui voulait effectivement transformer l'Indonésie en état islamique sans donner d'indépendance à Aceh, puis il y a l'influence de Di Hasan Tiro qui ne cherchait que la cession pour Aceh. En somme, la volonté d'autodétermination est étrangère aux mouvements islamistes. Les Acehnais réagissent face aux répressions politique, économique et religieuse.

2.4.1 L'échec de la reconnaissance du statut autonome

Premièrement, bien que les pouvoirs indonésiens à Jakarta aient proclamé un statut autonome spécial en faveur d'Aceh pour reconnaître son identité historique et islamique, cette autonomie ne s'est jamais réalisée dans les faits. En 1945, la province était considérée comme une « région spéciale », mais ce statut fut retiré en 1950. Après des conflits sécessionnistes en 1959, Aceh obtient un nouveau statut, celui de « territoire spécial » avec une autonomie considérable, mais le gouvernement central n'a jamais tenu ses promesses.

2.4.2 L'exploitation économique

Deuxièmement, les ressources abondantes d'Aceh (particulièrement le pétrole, le gaz naturel et le bois de construction) furent exploitées en excluant la population de la province des bénéfices captés par les entreprises étrangères au profit des fonctionnaires corrompus, des officiers militaires, et des citoyens privilégiés par leurs relations avec ces milieux. Les profits retirés des ressources naturelles d'Aceh ont rarement profité au peuple acehnais qui ressentaient profondément l'injustice économique. A titre d'exemple,

en 1997 et 1998, le gouvernement central a récolté dans la province plus de 32 billions de Roupie et seulement 290 milliards de Roupie, soit approximativement 1% sont retournées à Aceh. Celle-ci reste une des provinces les plus pauvres et les plus sous-développées d'Indonésie, avec un très haut taux de population qui vit en-dessous du niveau de pauvreté. De plus, le développement économique a eu un impact négatif sur la population locale : la privatisation de la terre, l'immigration des Javanais, l'importation de la main d'œuvre qualifiée, l'inflation, etc. Cette exploitation économique à outrance représente un des facteurs qui a poussé les Acehnais à lutter pour obtenir leur indépendance en rejoignant le GAM.

2.4.3 Les atrocités

L'extrême brutalité des forces armées indonésiennes constitue le troisième facteur. Des membres d'associations des droits de l'homme estiment qu'au moins 2.000 civils Acehnais ont été tués entre 1989 et 1993 pendant les exactions commises durant l'opération DOM par des forces indonésiennes. La campagne de contre-révolte de l'armée contre le GAM a été impitoyable et en particulier, les civils, suspectés de sympathiser avec les guérilleros ont beaucoup souffert. Le président B. J. Habibie⁶ et son successeur le président Wahid avaient promis de rechercher une résolution au conflit après la chute de Suharto, mais en réalité les meurtres ont augmenté. Dans la première moitié de 2001, 800 personnes ont perdu la vie.

La majorité de la population d'Aceh n'a jamais éprouvé d'attachement envers le gouvernement indonésien. Ils continuent à vivre un ayant à l'esprit que toutes tentatives de renouveler leur défiance face à cette autorité extérieure leur amènera seulement encore plus de souffrance et d'épreuves. Toutefois, les rapports journaliers sur des meurtres vengeurs et des destructions de village par la police ont engendré une colère croissante. C'est ainsi que de moins en moins d'Acehnais se soucient aujourd'hui d'être rattachés à l'Indonésie. La plupart n'ont pas d'opinion favorable envers le gouvernement central après 55 années du contrôle externe. Les atrocités militaires ont rapidement érodé la foi des deux élites de l'Aceh, les Ulamas avec une éducation islamique et les technocrates de culture moderne, alors même que ceux-ci avaient complètement adopté la culture

⁶ Le président B. J. Habibie fut le 3^{ème} président de la République d'Indonésie (1998 – 1999).

indonésienne pendant les années Suharto. Le système éducatif de la république les y avait encouragé pour une grande part, et finalement ils s'étaient ralliés à l'idée de l'unité nationale. Pourtant même ceux-ci ont perdu la foi dans l'état indonésien.

2.4.4 La raison historique

En plus des trois principales raisons avancées ci-avant, le GAM joue aussi la carte historique pour consolider leur cause en faveur de l'indépendance. Dans une région où les états-nations sont si nouveaux et si fragiles, les Acehnais estiment que l'histoire leur est favorable. Le GAM a toujours soutenu que lorsque les territoires hollandais antérieurs ont été réunis pour former la République d'Indonésie en 1949, Aceh n'aurait jamais dû y être incorporée, car la province n'avait jamais appartenu de fait aux Hollandais.

Quand les Hollandais gouvernait l'archipel, beaucoup d'autres petites principautés avaient signé une sorte de traité avec le gouvernement des Indes orientales des Pays-Bas. Mais ce n'était pas le cas pour Aceh. Les Hollandais avait refusé de négocier avec les chefs souverains de Banda Aceh. C'est pourquoi Aceh était restée un état indépendant. Cependant, la crainte d'une intervention étrangère dans la province a amené les Hollandais à annexer Aceh en 1873, par une déclaration de guerre officielle contre Aceh. Le GAM plaide qu'il n'y a jamais eu de traité de paix avec les Hollandais après la guerre et que par conséquent les Hollandais n'ont jamais annexé formellement Aceh. De plus, le GAM insiste sur le fait que les Acehnais n'ont jamais eu l'opportunité de décider sur leur sort, mais qu'ils ont été incorporés sans leur assentiment dans la République d'Indonésie. Le mouvement du GAM insiste sur le fait que cette pratique est une violation ouverte du droit et des conventions internationales, et que cela contredit toutes les résolutions de l'assemblée générale de l'ONU contre le colonialisme. In fine, le GAM affirme que ces résolutions ont été violées à l'origine par l'empire des Indes orientales hollandaises qui n'a pas été décolonisés mais qui a vu tout simplement son nom changé en Indonésie.

TROISIEME PARTIE : LES OBSTACLES À L'INDÉPENDANCE

3.1 JAKARTA

L'Indonésie a besoin d'Aceh. C'est une province fertile, mais toujours sous-développée malgré sa richesse en ressources naturelles. Elle représente un atout précieux pour une Indonésie confrontée à de sérieux problèmes économiques. C'est pourquoi le gouvernement central de Jakarta devrait s'opposer à son indépendance. De plus, Jakarta craint que rendre la liberté à Aceh, pourrait ouvrir la route vers l'indépendance à d'autres provinces plus éloignées comme la Papouasie occidentale ou le Sulawesi. Cela pourrait provoquer des étincelles et entraîner une réaction en chaîne qui conduirait à l'éclatement de l'Indonésie, peut-être en des dizaines de républiques potentiellement instables. Un nationaliste loyal, le président Surkanoputri Megawati⁷ est un convaincu profond de l'unité indonésienne. Il n'y a donc aucune raison pour laquelle l'état central consentirait à accorder l'indépendance totale à la province. Etant donné ces facteurs importants, Jakarta s'est donc efficacement engagée de telle sorte que l'indépendance ne soit jamais accordée.

Selon le ministre de la Défense indonésien précédent, Juwono Sudharsono, un choix sera présenté aux Acehnais : soit accepter le présent statut d'autonomie ou alors une plus grande autonomie selon la loi de la Sharia islamique. Celle-ci a été introduite en 2002. Le gouvernement avait espéré que cela apaiserait la population grâce à la fermeté musulmane. Mais en fait les deux options signifieraient rester sous le contrôle de Jakarta. Ni l'une ni l'autre n'est acceptable pour les séparatistes Acehnais.

À propos de la question du référendum, Jakarta n'a pas l'intention de commettre une nouvelle fois la même erreur. L'Indonésie a bien retenu la leçon avec le cas du Timor oriental. Le président Habibie de l'époque pensait que le Timor oriental voterait en faveur de l'autonomie plutôt que l'indépendance. Mais il se trompait gravement. A la vue de l'énorme rassemblement d'Acehnais le 8 novembre 1999 à Banda Aceh pour exiger un référendum, il était clair que le principe de référendum avait le soutien de plupart des citoyens que par conséquent la volonté d'indépendance était aussi très importante.

⁷ Madame le président Surkanoputri Megawati est le président actuel de la République d'Indonésie (depuis 2001).

3.2 L'ARMÉE INDONESIENNE

Depuis le début du mouvement d'indépendance, l'armée a été employée activement pour écraser les séparatistes armés. Au début du dernier conflit, en mai 2003, le chef de l'armée, le général Riyamizad Ryacudu, a déclaré qu' « aucune région ne fera sécession ». Il a ajouté que « les affaires de justice, de religion, d'autonomie, de protection sociale et d'éducation – ne sont pas les problèmes de l'armée indonésienne ». Les forces armées indonésiennes considèrent le problème Aceh d'un point de vue purement militaire, qui requiert donc une solution militaire. De plus, l'action militaire contre le GAM n'apparaît pas dans le contexte actuel mondial comme dénué de diplomatie puisqu'il s'inscrit dans un contexte de guerre globale contre le terrorisme.

En fait, l'armée présente le GAM comme une organisation terroriste, aussi dans l'espoir de recevoir le soutien international pour la répression. Néanmoins, les États-Unis n'ont pas l'intention d'inclure le GAM dans leur liste d'organisations terroristes parce qu'il y a de bonnes raisons de croire que le GAM a seulement des ambitions nationaliste et territoriale. Après les événements dramatiques du 11 septembre 2001, certains ont fait état de liens possibles entre Aceh et Al Qaïda. Des documents récupérés en Afghanistan mentionnent que les centres de recrutement et des camps d'entraînement seraient implantés à Aceh. Etant donné la culture très religieuse d'Aceh, ce n'est pas surprenant que quelques individus aient trempé dans des mouvements islamiques radicaux. Cependant, la direction du GAM elle-même, qui est nationaliste et de gauche dans son orientation a toujours gardé à distance Al Qaïda. Lorsque les chefs d'Al Qaïda, Al Zawahiri⁸ et Mohammed Atef⁹, ont visité Aceh en juin 2000, les chefs du GAM ont repoussé leur offre d'adhérer à leur mouvement. Après les attaques du 11 septembre 2001, les chefs du GAM ont exprimé leur sympathie pour les États-Unis en envoyant un message de condoléances à l'Ambassadeur américain à Jakarta. Plus tard, lorsque le groupe militant indonésien, le « Laskar Jihad » a essayé d'obtenir le soutien pour son mouvement religieux radical, le GAM a appelé les Acehnais à garder leur distances. L'appel a été entendu par la plupart des citoyens. Le GAM a donc ainsi réaffirmé ses

⁸ L'adjoint d'Osama bin Laden.

⁹ Il était le Directeur d'Opérations, qui a été tué ultérieurement dans une attaque aérienne américaine en Afghanistan.

objectifs nationalistes et territoriaux, et son refus d'être impliqué dans une guerre religieuse de grande échelle.

Il est largement admis que l'armée indonésienne ne veut pas mettre fin à ce conflit. Les opérations militaires dans la province servent les intérêts économiques et politiques de l'armée indonésienne. Le fait que seulement 25% du budget de la sécurité soient fournis par l'état signifie que les forces militaires, à Aceh et ailleurs, sont contraintes de prendre part à une grande variété d'activités légales et illégales afin de trouver les fonds nécessaires pour soutenir les opérations et les besoins personnels. De plus, l'engagement soutenu dans la province permettrait à l'armée de se mettre en valeur en tant que seule force capable de prévenir la désintégration de l'Indonésie. Cela lui permet donc de conserver son influence politique. D'autre part, cela augmente la participation de l'armée dans la sécurité intérieure au détriment de la police, ce qui permettra de couvrir les transactions légales ou non pour obtenir les fonds manquants. L'influence politique aide l'armée à conserver son indépendance institutionnelle et à éviter la justice aux officiers supérieurs pour les violations des droits de l'homme perpétrés dans le passé.

3.3 LA REACTION INTERNATIONALE

Alors que le GAM a essayé de gagner le soutien international pour la cause d'Aceh, le gouvernement indonésien agit également dans le même sens. Le président Wahid s'est rendu en tournée pour obtenir le soutien international à l'intégrité territoriale de l'Indonésie. Il a réussi à gagner le soutien de pays de l'ANSEA (comme les Philippines, Singapour, la Malaisie et la Thaïlande) et du Moyen-Orient (comme le Koweït et le Qatar). En plus de l'intégrité territoriale de l'Indonésie, ces pays soulignent qu'ils ne soutiendront pas le mouvement sécessionniste à Aceh. La position de ces pays arabes indique clairement qu'Aceh ne recevra pas du tout de soutien de la part du monde islamique.

La dernière fois que le gouvernement indonésien a tenté d'obtenir le soutien international, c'était avant l'opération militaire qui a commencé en mai 2003. Mme le président Megawati était rentrée d'une visite officielle à Moscou en avril 2003. On peut supposer qu'elle était allée chercher le soutien de Russie, puisque les deux pays semblent

avoir un même problème dans leurs arrière-cours. La Russie lutte actuellement contre la révolte Tchétchène alors que l'Indonésie est confrontée avec une guerre de sécession depuis 27 ans. Les situations sont très proches puisqu'il s'agit dans les deux cas d'empêcher l'indépendance d'une partie du territoire national.

Les efforts du gouvernement indonésien ont donc atteint leur objectif. En plus des pays mentionnés ci-dessus, l'Union européenne a, elle aussi, affirmé à plusieurs reprises son soutien à une Indonésie forte, unie, démocratique et prospère. En outre, des pays comme le Japon, l'Australie et les États-Unis ont fait des déclarations semblables. Ces pays craignent que ces mouvements n'entraînent des bouleversements dans les investissements, le commerce et la sécurité.

3.3.1 Les États-Unis

Un fonctionnaire à l'Ambassade des États-Unis à Singapour a clarifié la position américaine en précisant qu'elle visait à encourager l'Indonésie à faire en sorte qu'Aceh reste une partie du territoire souverain, mais par le biais d'améliorations aux droits de l'homme et du bien-être de la population¹⁰.

Les États-Unis ont été compatissants envers la cause d'Aceh. L'administration américaine a accordé l'asile politique à deux douzaines d'Acehnais en 1998, qu'avaient précédemment résidé en Malaisie. De plus, le Congrès a envoyé à plusieurs reprises ses membres pour s'informer plus en profondeur au sujet de la situation. Toutefois, la réponse américaine a été globalement modérée. Cela se conçoit si l'on comprend que les États-Unis ont besoin de la coopération de l'Indonésie dans la guerre globale contre le terrorisme. Ceci contraste avec l'approbation ouverte d'une action contre les insurgés de Moro par le gouvernement philippin. Les États-Unis ont donc pris une position médiane en déclarant que tant le gouvernement indonésien que le GAM étaient en faute dans le cadre du présent conflit.

¹⁰ Straits Times, le 4 décembre 2001.

3.3.2 L'ANSEA¹¹

Les pays de l'ANSEA sont soucieux quant à l'implication sur la sécurité régionale suite à l'éclatement possible de l'Indonésie. A côté de ce risque d'instabilité qui résulterait de l'échec indonésien, de nombreux groupes séparatistes dans la région (le Moro du Mindanao, le Pattani Malays de la Thaïlande péninsulaire, le Hmong du Laos, le Cham du Viêt Nam, et des groupuscules de la minorité de Myanmar) sont prêts à utiliser l'indépendance d'Aceh comme un modèle politique pour l'appliquer à leur propre pays. En conséquence, ce n'est pas surprenant que cette inquiétude explique le soutien à l'intégrité indonésienne après la perte du Timor orientale. C'est ce qui ressortait de la réunion des ministres des affaires étrangères ANSEA à Bangkok, en juillet 2003.

Ces dernières années, plusieurs allégations et rapports ont été produits concernant de la contrebande d'armes en Thaïlande et en Malaisie. Les sympathisants Acehnais en Thaïlande du sud et en Malaisie sont supposés consolider dans ces régions la rébellion. Il a été prouvé que les rebelles musulmans de la Thaïlande du sud ont aidé les guérilleros du GAM en faisant passer des fusils d'assaut, via leurs canaux, et provenant du marché clandestin du Cambodge. Il semblerait que le syndicat du crime malaisien a été impliqué dans la contrebande d'armes. En conséquence, ce n'était pas une surprise de constater que les états ANSEA ont tout mis en œuvre pour éviter l'accès des mouvements séparatistes à des moyens armés et donc pour empêcher que des armes passent pas la contrebande dans la province d'Aceh.

En général, les états ANSEA considèrent le conflit dans la province d'Aceh comme une affaire interne que l'Indonésie elle-même doit résoudre.

Singapour

Singapour a publié une déclaration dans laquelle il affirme son respect et son soutien à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Indonésie. Sa position est que l'unité nationale indonésienne est vitale pour la paix, la stabilité et la prospérité de la région. L'opposition de Singapour à l'idée d'indépendance d'Aceh est donc logique. En

¹¹ L'Association des Nations du Sud-est Asiatique.

1999, au plus haut degré d'inquiétude sur la possibilité de sécession acehnaise, suit à l'indépendance de Timor oriental, le senior ministre Lee Kuan Yew a affirmé qu' « aucun pays de l'Asie du Sud-Est est ne la reconnaît » et que « personne ne désirerait, ni ne verrait un quelconqu'avantage dans l'éclatement de l'Indonésie ».

La Malaisie

La Malaisie a toujours été perçue comme complaisante à l'égard de la cause d'indépendance Acehnaise. Des milliers de réfugiés acehnais sont à la recherche d'un sanctuaire dans la Malaisie voisine, et ce, depuis 1976. L'assassinat d'un chef du mouvement séparatiste (prétendument causé par une lutte interne) à Kuala Lumpur, le 2 juin 2000, a fortement mis le gouvernement malais dans l'embarras parce qu'il a dévoilé la présence de séparatistes acehnais qui opèrent librement en Malaisie. Envers l'Indonésie, cela a paru indiquer tout au moins une complicité passive dans les troubles à Aceh, ce qui a engendré des rapports tendus sur la question. Néanmoins, le gouvernement malais n'a soutenu la violence du GAM ni ses activités à aucun moment, et sa politique vis-à-vis d'Aceh s'est limitée à une approche humanitaire. La position du gouvernement malais concernant l'indépendance d'Aceh a été exposée par le ministre des Affaires étrangères Syed Hamid Albar en 1999. Il a annoncé que le souhait de la Malaisie était : « de voir l'Indonésie revenir à une situation normale, son économie, rétablie et son intégrité, préservée à tous moments ».

A propos des récents combats, la Malaisie a vivement conseillé à l'Indonésie la restauration de la paix, en soulignant que la violence ne pourrait que saper la stabilité de l'Asie du Sud-Est. La loi martiale et les opérations militaires à Aceh ont initié la fuite d'éléments GAM et de réfugiés civils vers les pays voisins, surtout vers la Malaisie, ce qui va créer une crise dans ce domaine. En réaction, la Malaisie a mis sur pieds des patrouilles navales le long de la frontière maritime avec Sumatra.

3.3.3 Le cas d'Aceh face à celui du Timor oriental

Bien que les Acehnais aient utilisé le cas du Timor oriental comme un précédent, il y a une différence fondamentale dans la perspective internationale entre les deux. Premièrement, le Timor oriental jouissait une audience internationale complaisante au

moment où le gouvernement indonésien a annexé à l'ex-colonie portugaise en 1975. Aceh, en revanche, a accepté sa réunion avec l'Indonésie au début de l'indépendance et a cohabité paisiblement pendant plusieurs années. Deuxièmement, l'indépendance du Timor oriental a été perçue comme un succès pour la communauté internationale. Le cas a démontré que les plus grands états ne sont pas libres d'en englober de plus petits, selon leur volonté. Au contraire, l'indépendance d'Aceh mettrait la stabilité de la région en péril.

3.4 LES OPTIONS POUR L'AVENIR

3.4.1 Jakarta

Etant donné l'impact économique et l'implication sur la sécurité, le plus grand intérêt de l'Indonésie est de résoudre ce conflit armé aussitôt que possible. Le retour à la paix et à la stabilité dans la province constituerait un bon exemple pour les autres régions qui présentent les mêmes formes de trouble. Cela devrait dès lors stabiliser tout le pays et ramener les conditions nécessaires pour que les investisseurs acceptent d'aider à la reconstruction de l'économie du pays.

Alors que les présidents précédents ont essayé de résoudre ce conflit par le biais de moyens paisibles, particulièrement au travers de l'accord du CoHA, ils ont néanmoins fini par utiliser des moyens militaires pour écraser les rebelles armés. Le président actuel, Mme Megawati, en tant que nationaliste loyal, n'est en rien différent des autres. Jakarta devrait éviter de rester l'otage de sa propre armée et il ferait mieux de répondre à la question régionale de manière créative comme par exemple en réformant le gouvernement central. Il devrait résister à la tentation d'utiliser l'armée pour résoudre tous ses problèmes et enfin se rendre compte que les actions de l'armée ne font qu'augmenter le ressentiment des citoyens de la province envers le gouvernement indonésien. De plus, la brutalité des forces militaires finit par fortifier le soutien au mouvement de sécession. Comme l'histoire l'a déjà démontré, le désir d'indépendance ne peut pas être écrasé par des moyens militaires, et cela est lié à la forte tradition acehnaise de résistance et particulièrement à celle du GAM. Celui-ci s'est relevé à plusieurs occasions, bien qu'il ait paru avoir été écrasé à chaque reprise.

D'autre part, le gouvernement indonésien devrait chercher une façon de poursuivre les auteurs de violations des droits de l'homme, y compris les officiers généraux. Le fait est qu'aucun montant d'argent ne pourrait racheter le mal qui a été fait et la puissance militaire reste hors de portée de la justice. Ce n'est qu'en faisant des exemples avec des chefs militaires qui ont couvert l'exécution d'un grand nombre de civils que Aceh pourrait être persuadée de continuer à faire partie de l'Indonésie.

Jakarta devrait dépasser le concept de mise en œuvre d'une série de mesures proposant une autonomie qu'a déjà été promise au peuple acehnais. Le Dr Gyula Csurgai écrit dans son article (14) consacré aux problèmes ethniques en Europe, « Afin de rendre effective l'autonomie, le concept de l'état-nation unitaire doit être abandonné. Les différentes communautés ethnoculturelles qui vivent dans un même territoire devraient être reconnues comme nations constituantes de cet état. Le concept d'un état multinational basé sur une souveraineté partagée devrait remplacer le modèle de l'état-nation unitaire ». Ceci est applicable à un état-archipel comme l'Indonésie où le territoire est si vaste et où les cultures sont sans conteste si diversifiées. Le gouvernement devrait déléguer le pouvoir aux autorités locales et provinciales de manière qu'elles puissent décider et élaborer des politiques plus efficaces et mieux adaptées que celles du gouvernement central.

Selon le concept d'autonomie proposé, le futur gouvernement provincial serait autorisé à conserver 70% des profits du pétrole et du gaz. Même s'il devait y avoir une totale liberté dans les dépenses déterminées par le futur gouvernement provincial, Jakarta, devrait néanmoins, mettre en place un système d'audit, afin de prévenir la corruption et l'emploi de fonds inadéquats et ainsi assurer que les citoyens ne seront pas lésés. Après tant d'années de conflit, la province déchirée par la guerre devrait bénéficier d'infrastructures de base, entre autres des habitations, des routes, des écoles et des hôpitaux. Ce sont ces gestes physiques qui devraient aider à regagner les cœurs des acehnais et les convaincre de la sincérité du gouvernement dans sa volonté de résoudre ce conflit. Selon Andrew Steer, Directeur de la Banque mondiale pour l'Indonésie, pour que la paix réussisse, « il est vital que les citoyens d'Aceh constatent de visu que leur vie s'est notablement améliorée. »

En dernier lieu, mais non des moindres, Jakarta devrait accepter et accueillir les interventions étrangères en faveur de la résolution de ce conflit armé. Cela inclut la possibilité d'accueillir une force de maintien de la paix. Bien qu'il s'agisse d'un problème interne, celui-ci ne peut être résolu rapidement et pacifiquement qu'avec des interventions étrangères. Ce pourquoi cette option ne devrait pas être rejetée.

3.4.2 Aceh

Le GAM devrait cesser ses atrocités envers les populations. En plus des raisons simplement humanitaires, cela lui octroierait le soutien international. Sinon, ses exactions lui feront perdre le peu de soutien international qui lui reste. La confrontation entre le GAM et l'armée indonésienne est devenue un véritable cauchemar pour les civils. L'armée indonésienne n'est pas la seule à être accusée d'abus des droits de l'homme. Alors que les civils sont soumis à des meurtres à la torture, au viol, à la destruction de leur habitation, et à divers délits perpétrés par l'armée, le GAM adopte des stratégies pour profiter de la sympathie et de la reconnaissance de la communauté internationale en protégeant les réfugiés. En revanche, le Groupe de Crise International (GCI) a fait état de 19 personnes assassinées en 2000 par le GAM. Celui-ci a également été accusé de pratiquer l'extorsion et l'intimidation envers les populations locales et de punir brutalement ceux qui sont soupçonnés d'avoir collaboré avec les forces de sûreté indonésiennes. Toutefois, le GCI admet qu'au moins quelques-unes des exactions ont pu être perpétrées par des gens qui se font passer pour des membres du GAM.

En plus du GAM, le rétablissement de la paix avec le gouvernement central devrait impliquer d'autres mouvements. Par exemple, les mouvements féministes qui ont été au premier rang d'organisations politiques, parmi elles le « Duek Pakat Inong Aceh », dont le congrès s'est tenu en mars dernier. Ces groupes et associations n'ont pas reconnaissance conjointe pour la pause humanitaire d'Aceh, signée en Suisse à la mi-mai 2000. Une négociation réellement démocratique et faite pour durer devrait inclure les mouvements féministes, même s'ils offrent des idéologies différentes. On attache manifestement trop d'importance au rôle du GAM. Le mouvement d'indépendance à Aceh dépasse aujourd'hui et de loin la dimension du GAM. Toute résolution authentique au conflit devrait aussi inclure tous les groupes autres que le GAM, car ceux-ci veulent également l'indépendance, mais ils abordent le sujet d'une manière et en des termes qui

leur sont propres. Dans quelques cas, ils sont même extrêmement critiques sur la politique du GAM.

3.4.3 L'intervention externe

Exercer une pression pour obtenir une résolution pacifique

Etant donné qu'Aceh se situe dans une position stratégique, c'est-à-dire à l'entrée du Détroit de Malacca (une des voies navigables les plus fréquentées du monde et constituant un passage obligé pour le pétrole vers l'Est), il est évident que les intérêts internationaux vont amener à une volonté d'établir la paix dans la province. D'autre part, il est clair que ni Jakarta,



ni Aceh, ne semble capable d'imposer sa solution à l'autre. La communauté internationale, surtout les pays contributeurs comme les États-Unis, l'Union européenne et le Japon, doivent par conséquent, exercer une forme de pression convaincante sur le gouvernement indonésien et sur Aceh pour les amener à une résolution pacifique du conflit. Parallèlement, ces contributeurs et les ONGs, comme le centre Henry Dunant (CHD), basé à Genève, devraient continuer à faciliter le processus de paix.

Déploiement d'une force ANSEA de maintien de la paix

Bien que le conflit à Aceh ne soit pas considéré comme une épuration ethnique, il y a néanmoins besoin d'une intervention internationale pour des raisons humanitaires. Plus de 10.000 personnes sont mortes dans ce conflit qui dure depuis 27 ans, principalement des civils. Avec les opérations de l'armée en cours, beaucoup plus de personnes encore y laisseront leur vie. Des dizaines de milliers d'Acehnais se sont déplacés pour chercher refuge à l'extérieur de la province ou du pays, comme en Malaisie. C'est pourquoi le besoin est urgent de résoudre ce conflit armé et de restaurer l'ordre dans la province déchirée par la guerre.

Etant donné les intérêts de l'ANSEA et le risque pour la stabilité régionale, l'ANSEA devrait jouer un rôle plus grand dans ce conflit, bien que ce soit contre sa politique de non-intervention dans les affaires internes de ses membres. De plus, l'ANSEA devrait collaborer avec la communauté internationale afin de faciliter une résolution pacifique, et enfin il devrait examiner la possibilité d'envoyer dans une force de rétablissement de la paix pour stabiliser la situation. Il est vrai que quelques membres de l'ANSEA ont une expérience significative dans les opérations de pacification. L'exemple le plus récent est celui du Timor oriental. L'usage d'une force de pacification devrait rencontrer deux des principales requêtes du gouvernement indonésien et d'Aceh, reprises dans le CoHA, signé en 2002. Premièrement, la force de pacification devrait être capable de garantir la sécurité des Acehnais. Dans son application, elle peut rendre effectif et garantir le désarmement du GAM, comme demandé par le gouvernement indonésien. Deuxièmement, la présence de la force de pacification devrait faciliter le retrait de la force de sûreté indonésienne, comme demandé par les Acehnais. Au-delà de cette force de pacification, les membres de l'ANSEA pourraient contribuer à mettre sur pieds une police locale afin que les Acehnais puissent maintenir l'ordre public dans leur propre province. Cela devrait prévenir des frictions qui pourraient être causées par la présence de forces de sécurité non-acehnaises.

CONCLUSION

Après 27 années, Aceh a fort peu progressé dans sa lutte pour l'indépendance. Cependant, les Acehnais ont tout fait pour « internationaliser » ce conflit et ont quand même réussi à s'attirer le soutien international de quelques pays comme la Suède et les États-Unis, mais aussi des ONGs, comme le centre Henry Dunant, basé en Suisse. Quant au GAM, il a lancé le mouvement d'indépendance initial et il est aujourd'hui rejoint par d'autres groupes comme la SIRA (Centre d'Information pour le Référendum d'Aceh). Bien que le soutien à l'indépendance soit très largement répondu dans la communauté Acehnais, les points de vue sur l'indépendance sont fort diversifiés. Un des principaux activistes Acehnais dans les droits de l'homme, Otto Syamsuddin Ishak, mis en exergue que « pour beaucoup de gens ordinaires dans les villages, « l'indépendance » ne signifie pas nécessairement l'indépendance politique, mais simplement la fin des répressions et de la violence – en fait, la liberté de mener une vie normale »¹². Ce n'est pas surprenant, puisque le peuple acehnais a été au centre du conflit et a souffert sous les atrocités perpétrées par l'armée indonésienne et le GAM. En résumé, la paix, c'est ce que la population de la province d'Aceh souhaite, d'où, le besoin de résoudre ce conflit sanglant et de continuer à tout mettre en œuvre pour une résolution pacifique. En conclusion, c'est donc le citoyen qui doit être au centre des plans futurs pour régler le conflit.

Le gouvernement central de Jakarta est intransigeant sur l'indépendance d'Aceh pour des raisons économiques et d'unité nationale. Même avec le soutien unanime actuel de la communauté internationale, l'Indonésie doit agir avec prudence dans la manière de traiter cette crise. Elle pourrait perdre leur soutien pour des raisons humanitaires. Bien que l'armée indonésienne, avec quelques 50.000 hommes de troupes à Aceh, soit capable d'écraser la résistance armée du GAM, elle s'est heurtée à l'asymétrie énorme de ces forces. Mais ce sont surtout les revendications politiques, économiques et sociales des citoyens auxquelles aucune suite n'a jamais été donnée de manière satisfaisante qui constituent le cœur du mécontentement populaire. Ce sera difficile pour Jakarta de juguler le mouvement d'indépendance. Une diaspora acehnaise continue à élaborer la politique et à fournir le soutien financier pour le GAM, ce qui signifie qu'il sera pratiquement impossible d'éradiquer complètement le GAM. La seule manière pour Jakarta de

¹² Time magazine, le 22 novembre 1999

réellement résoudre ce conflit, c'est de montrer clairement sa volonté politique. Il lui faudra traduire devant les tribunaux les auteurs de violences envers les droits de l'homme et faire se retirer l'armée indonésienne de la province. Sans s'attaquer aux racines du problème, le conflit à Aceh ne sera jamais vraiment résolu.

En conclusion, est-ce que la lutte d'Aceh pour l'indépendance est réaliste? Pour l'instant, vu l'intransigeant de Jakarta et le manque de soutien international, l'indépendance des Acehnais, quel que soit le sens qu'elle revêt, a fort peu de chance de se réaliser dans cette province.

BIBLIOGRAPHIE

1. Joseph Yacoub, Les minorités dans le monde : Faits et analyses, pg 579-591, Desclée de Brouwer, 1998
2. Leo Suryadinata, No More Peace in Aceh?, Singapore : ISEAS, 9 May 2003
3. Martin P.H. Panggabean, War in Aceh, Its Economic Impact, ISEAS, 20 May 2003
4. Leo Suryadinata, Evi Nurvidya Arifin and Aris Ananta, Indonesia's Population : Ethnicity and Religion in a Changing Political Landscape, Singapore : ISEAS 2003
5. M. N. Djuli, Aceh for beginners/The Process of Ethnic Dilution in Aceh, (<http://acehnet.tripod.com>)
6. U.S. Committee for Refugees, Political History of Aceh (<http://www.refugees.org>)
7. Rizal Sukma, The Acehese Rebellion: Secessionist Movement in Post-Suharto Indonesia, Non-Traditional Security Issues in Southeast Asia, ISEAS
8. Anthony L. Smith, Self-Determination Conflict Profile – Aceh, Foreign Policy in Focus, (<http://www.fpif.org>)
9. Milton J. Esman, Communal Conflict in Southeast Asia
10. Anthony Reid, Which Way Aceh?, Far Eastern Economic Review, 16 Mar 2000
11. Jafar Siddiq Hamzah, Aceh : Conflict of Religion or Political Manufacturing?, International Forum for Aceh, New York (<http://acehnet.tripod.com>)
12. Andrew Tan, The Acehese Conflict : Transnational Linkages, Responses and Implications, Institute of Defence and Strategic Studies (Singapore), July 2003
13. Graham Gerrad Ong, Making Sense of Jakarta's Liaison with Moscow, Singapore : ISEAS, 17 April, 2003
14. Dr Gyula Csurgai, Towards New Strategies of Territorial Organisations of Multi-Ethnic Regions in Central and South Eastern Europe ; A Geopolitical Approach, (<http://www.sit-edu-geneva.ch/gycsurgmino.htm>)
15. Borgna Brunner, The Year of Living Dangerously: Indonesia after Suharto, (<http://infoplease.com>)
16. Sidney Jones, Indonesia's war that won't go away, The Observer, 4 August 2002
17. International Crisis Group, Aceh: Why Military Won't Bring Lasting Peace, 12 June 2001

18. International Crisis Group, Does the Indonesian Military Really Want Peace in Aceh?, 12 June 2001
19. Lesley McCulloch, Aceh will not lie down : A new generation of victims speaks out. Will Indonesia now negotiate?, Inside Indonesia, Apr-Jun 2001
20. Jacqueline Aquino Siapno, A different freedom : Islamic rebellion in Aceh and Mindanao is not so irrational, Inside Indonesia, Oct-Dec 2000
21. Simon Ingram, World: Asia-Pacific Eyewitness: Aceh campaigns for self-rule, BBC News
22. Rachel Harvey, Analysis: Will Aceh's deal work?, BBC News
23. Joe Havelly, Analysis: Indonesia needs Aceh, BBC News
24. Stephen R. Shalom, When stakes are high, The Ecologist, 26 October 2001
25. J. I. (Hans) Bakker, The Aceh War and the Creation of the Netherlands East Indies State, Associate Professor, University of Guelph
26. Greg Cruey, A province in Sumatra flares up, Asia for visitors (<http://goasia.about.com>)

Sites internets

1. Aceh Links (<http://acehnet.tripod.com>)
2. Minorities at Risk (MAR) (<http://www.cidcm.umd.edu>)
3. BBC News (<http://news.bbc.co.uk>)
4. International Crisis Group (<http://www.crisisweb.org>)
5. Aceh Tourism (<http://www.acehtourism.com>)

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
1. LES DÉTERMINANTS GEOPOLITIQUES	3
1.1. La géographie et les ressources naturelles	3
1.1.1. L'impact économique	5
1.2. La population, la langue et la religion	6
1.2.1. La population	6
1.2.2. La langue	7
1.2.3. La religion	7
1.3. La conclusion des déterminants géopolitiques	8
2. LA LUTTE POUR L'INDÉPENDANCE	10
2.1. De la résistance d'aceh au contrôle externe	10
2.2. L'origine du mouvement d'indépendance	11
2.3. Le mouvement d'indépendance	12
2.3.1. Gerakan Aceh Merdeka	12
2.3.2. Le mouvement du référendum	16
2.4. Les raisons favorables à l'indépendance	17
2.4.1. L'échec de la reconnaissance du statut autonome	17
2.4.2. L'exploitation économique	17
2.4.3. Les atrocités	18
2.4.4. La raison historique	19
3. LES OBSTACLES À L'INDÉPENDANCE	20
3.1. Jakarta	20
3.2. L'armée indonésienne	21
3.3. La réaction internationale	22
3.3.1. Les États-Unis	23
3.3.2. L'ANSEA	24
3.3.3. Le cas d'Aceh face à celui du Timor oriental	25

3.4.	Les options pour l'avenir	26
3.4.1.	Jakarta	26
3.4.2.	Aceh	28
3.4.3.	L'intervention externe	29
	CONCLUSION	31
	BIBLIOGRAPHIE	33